



Contribution de l'AADP

à la consultation publique de l'ARCEP

sur la fixation des conditions de

rémunération des marchands de presse

23 septembre 2025

Table des matières

Introduction	2
Problème structurel irrésolu	3
Non-conformité au projet de réforme	5
Iniquité renforcée	6
Conclusion	7

Introduction

Le retournement de marché de la presse imprimée, conséquence du développement du numérique, impliquait deux possibilités d'adaptation pour préserver durablement l'accès du public à l'information sur papier. Nous ne reviendrons pas sur l'enjeu que cela représente. Soit l'on décidait de rétablir un équilibre disparu entre les éditeurs et les marchands soit on considérait la cause comme perdue, l'avenir étant irrémédiablement totalement numérique.

Le premier cas impliquait un changement de régulateur du secteur et une dotation de pouvoirs contraignants à la nouvelle autorité en charge de normaliser les rapports entre les éditeurs et leurs partenaires – dont les marchands de presse – en modifiant le partage de la valeur ajoutée entre les différents acteurs de la filière pour préserver les plus fragiles, au premier rang desquels se trouvent lesdits marchands de presse.

Ce n'est qu'à cette condition que l'on pouvait préserver le réseau

Force est de constater que les décisions prises et l'action menée par l'autorité choisie pour mener cette mission sont très éloignées de l'objectif qui lui a été fixé par le législateur. Nous ne reviendrons pas sur l'ensemble mais répondrons ici, comme demandé, sur les propositions faites en vue de l'évolution de la rémunération des marchands de presse.

Problème structurel irrésolu

Le principe du commissionnement n'étant pas remis en question, la masse financière allouée à cette rémunération conservera une proportionnalité à des ventes en constante diminution. La rémunération du réseau sera donc toujours plus faible, d'année en année.

De plus, cette masse financière n'évoluant qu'en proportion des ventes, ne permettra que de favoriser quelques points de vente dont les éditeurs souhaitent préserver l'activité, au détriment de tous les autres marchands de presse, réduisant encore l'attractivité pour ce métier. Il ne peut en résulter qu'une réduction du réseau et une baisse de la couverture territoriale nationale. Nous sommes donc loin de l'objectif déclaré.

Les mesures proposées, si elles peuvent présenter un aspect avantageux pour une minorité de points de vente et une durée très limitée dans le temps, ne répondent aucunement à la problématique étudiée.

Les éditeurs ont eu gain de cause en obtenant la préservation d'un système archaïque inadapté à la situation. Le partage de la valeur ajoutée n'est pas modifié et ils n'auront pas à assumer un risque commercial. Ceci au détriment de l'accès du citoyen à l'information imprimée. Et de l'évolution du réseau de distribution de la presse imprimée.

Cette victoire, ils la doivent au fait que l'autorité chargée du traitement du dossier n'a pas fait usage des pouvoirs contraignants dont elle a été dotée par le législateur pour conduire sa mission.

Il ne nous regarde pas d'en savoir la raison. Cela est du seul ressort de l'Etat. Les législateurs ont toutefois aujourd'hui d'autres sujets à traiter prioritairement semble-t-il.

Pour nous qui défendons l'intérêt des marchands et des citoyens, seules nous importent les conséquences et, comme chacun l'aura compris, elles ne seront pas bonnes. Nous ne pouvons donc cautionner ce type d'action délétère qui donne l'illusion d'agir mais ne règle aucunement le problème.

La normalisation ne saurait constituer l'élément majeur de l'action salvatrice indispensable pour la préservation du réseau, même si elle s'avère nécessaire.

Nous n'avons été ni entendus, ni suivis, sur les recommandations que nous avons faites dans notre contribution précédente sur la rémunération. Bien que nous ayons mis en évidence les conséquences inéluctables de maintenir inchangé le système actuel de rémunération, nos assertions ont été écartées sans discussion ni débat. C'est un choix délibéré mais malvenu.

Les marchands en assumeront les conséquences les premiers. Les petits et moyens éditeurs suivront. Le citoyen en fera également les frais.

Nous en laissons la responsabilité à ceux qui ont pris ces décisions. Mais nous ne cautionnons aucunement celles-ci. Il nous semble dès lors totalement inutile d'entrer dans le détail des propositions soumises à notre sagacité, la pertinence de nos éléments n'ayant pas été prise en considération sur les points fondamentaux.

Non-conformité au projet de réforme

Ces propositions constituent une erreur supplémentaire dans la gestion du dossier de la réforme de la distribution de la presse. Elles confirment l'absence de volonté de mener à bien cette réforme.

La rémunération était le quatrième volet de la mission, après la définition des quantités, l'assortiment, et le cahier des charges des SADP. Son traitement constitue un échec de plus.

- Sur la définition des quantités l'ARCEP a reculé devant les éditeurs qui ont refusé de retenir les paramètres que l'autorité avait elle-même suggérés.
- Sur l'assortiment l'ARCEP a reculé devant les éditeurs et leurs sous-traitants en acceptant qu'ils s'exonèrent de leurs obligations légales d'obtention d'accord préalable des points de vente pour pouvoir leur livrer des nouveautés.
- Sur le cahier des charges des SADP, l'ARCEP a reculé devant les éditeurs et leurs sous-traitants en ne faisant pas appliquer l'obligation contractuelle de leurs engagements à proposer avant le 1er octobre 2022, aux points de vente le souhaitant, le passage à la facturation des ventes en remplacement de celle des exemplaires fournis.
- Sur la rémunération l'ARCEP a laissé les éditeurs et les acteurs qui en sont dépendants reproduire l'entre-soi dénoncé par le législateur et accepté de suivre leurs propositions, évitant toute remise en question du système, bien qu'en connaissant les conséquences contraires à l'objectif déclaré de préservation du réseau.

Dans ces conditions, l'AADP, se refuse à cautionner les décisions proposées et dénonce dès aujourd'hui les effets négatifs qui découleront de cette gestion inadaptée du sujet.

Iniquité renforcée

Nous ajoutons que l'acceptation de l'exigence de formation en contrepartie d'un supplément de rémunération est une supercherie qui ouvre la porte à un risque certain, car déjà vécu historiquement, de création d'une soumission des marchands à d'autres acteurs de la filière.

Aucune formation n'est nécessaire pour des marchands qui n'ont aucun pouvoir d'action sur les prix, les délais, l'approvisionnement, et les quantités. I

Ils constituent de la main d'œuvre exploitée et injustement rémunérée sur la base de la seule partie de leur travail profitant aux éditeurs. Le reste de leur investissement en temps et en argent n'est pas rémunéré bien qu'il soit conditionné par les décisions des éditeurs.

Seule une formation initiale peut s'avérer utile pour le bon fonctionnement de la filière.

La perpétuation de ce système inique ne peut que conduire à la poursuite de la dégradation du réseau, tant dans sa couverture du territoire que la qualité de sa prestation.

Conclusion

La mission de l'ARCEP en matière de rémunération était claire : « fixer les conditions de rémunération des marchands de presse après avis de leurs organisations professionnelles représentatives. »

Il ne s'agissait en aucun cas de laisser les grands éditeurs dicter leur conduite à quelques acteurs soumis et formaliser leurs intérêts sous forme d'accords repris pour l'essentiel par l'Autorité indépendante. Ceci est un acte manqué qui ne permettra pas d'atteindre l'objectif fixé par le législateur. Nous ne pouvons que le constater, le regretter, et le dénoncer.

Bien évidemment notre contribution n'influera pas sur le traitement du sujet ; nous en sommes bien conscients. Mais il était de notre devoir de laisser une trace écrite de cette situation. Nous le devons aux marchands de presse, d'abord, mais également aux citoyens et au législateur.

Et nous osons espérer que, bien que ce texte montre une totale opposition au traitement du sujet par l'Arcep, il sera publié, comme toute autre contribution, comme l'ont été nos précédents apports à la réflexion collégiale, l'AADP étant membre du comité de Concertation de la Distribution de la Presse par décret.